

---

**COORDONNATEUR SECURITE :**  
PREVENTIVIA  
LES TARTRES  
17400 VARAIZE

**MAITRE D'OUVRAGE :**  
DREAL Nouvelle Aquitaine  
15, rue Arthur Ranc CS60539  
86020 POITIERS Cedex

---

## P.G.C.S.P.S.

(Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé)  
Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994

---

**Travaux de déboisement et débroussaillage et  
clôtures provisoires dans le cadre de la MISE A 2X2  
VOIES AU NORD DE LIMOGES  
Catégorie 2**

**RN 147  
87000 NIEUL et COUZEIX**

---

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>TABLE DES INDICES</b>	<b>4</b>
<b>PRÉAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>TITRE 1 CLAUSES PARTICULIERES</b>	<b>6</b>
1.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	6
1.1.1 PRESENTATION DU PROJET	6
1.1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS	7
1.2 MISSION DU COORDONNATEUR	9
1.2.1 MISSION SPECIFIQUE	9
1.2.2 PIECES ECRITES	9
1.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	9
1.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUNS	9
1.3.2 SUJETIONS LIEES AU SITE	11
1.3.3 MANUTENTIONS DES MATERIAUX ET MATERIELS	14
1.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE CSPS	14
1.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER	15
1.4.2 SIGNALISATIONS	15
1.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	15
1.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES	16
1.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	16
1.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES	17
1.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS	17
1.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	17
1.4.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS	18
1.4.10 RISQUES PARTICULIERS / TRAVAUX SPECIFIQUES	18
1.4.10.1 EVALUATION DES RISQUES PARTICULIERS ET MOYENS DE PREVENTION	19
1.4.10.2 EVALUATION DES TRAVAUX SPECIFIQUES ET MOYENS DE PREVENTION	21
1.5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE	25
1.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	25
1.6.1 CANTONNEMENTS	25
1.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER	26
1.6.3 EVACUATION DES DECHETS	26
1.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT	26
1.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS	26
1.7.1 PLAN D'ACTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	26
1.7.2 PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT	27
<b>TITRE 2 CLAUSES GENERALES</b>	<b>28</b>
2.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	28
2.1.1 CLASSEMENT DE L'OPERATION	28
2.1.2 LES ENTREPRISES	28
2.1.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX	28
2.2 MISSION DU COORDONNATEUR	28
2.2.1 MISSION RÉGLEMENTAIRE	28
2.2.2 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR S.P.S.	28
2.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	29
2.3.1 GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	29
2.3.2 EMPRISES DU CHANTIER	29
2.3.3 SUJETIONS LIEES AU SITE	29
2.3.4 GESTION DU COMPTE PRORATA (Dépenses d'entretien et consommations)	31
2.3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER	31
2.3.6 ACCÈS AU CHANTIER	32
2.3.7 MANUTENTIONS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS	33
2.3.8 STRUCTURE SECURITE AU SEIN DES ENTREPRISES	33
2.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISE PAR LE COORDONNATEUR	33
2.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER	33

2.4.2 SIGNALISATION	34
PRINCIPES GÉNÉRAUX	34
SIGNALISATION DU CHANTIER :	34
Signalisation de la zone chantier :	34
2.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	35
2.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES	35
2.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	36
2.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES	36
2.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS	36
2.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIE PROFESSIONNELLE	37
2.4.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS	38
2.5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE	38
2.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	39
2.6.1 CANTONNEMENTS	39
2.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER	39
2.6.3 ÉVACUATION DES DÉCHETS	39
2.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT	39
2.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS	40
2.7.1 MESURES DE PREMIERS SECOURS	40
2.7.2 PROCÉDURE D'APPEL DES SECOURS	40
2.8 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	40
2.8.1 ACCUEIL DU PERSONNEL	40
2.8.2 DÉFINITION DES INTERVENANTS	40
2.8.3 OBLIGATIONS DES INTERVENANTS	41
2.8.4 LE C.I.S.S.C.T	42

## **TABLE DES INDICES**

Mises à jour et compléments	REF : N°138-33	
INDICE	DATES	DESIGNATIONS
INDICE 0	16/03/2021	Elaboration du PGCSPS - Marché travaux reconnaissances géotechniques
INDICE 1	11/06/2021	Mise à jour du planning - Marché travaux reconnaissances géotechniques
INDICE 2	03/05/2024	Elaboration du PGCSPS pour la déconstruction de quatre bâtiments (Marché n°1 : Démolition de bâti)
INDICE 3	07/05/2024	Mise à jour du PGCSPS suite observations du MO du 06/05 pour la déconstruction de quatre bâtiments (Marché n°1 : Démolition de bâti)
INDICE 4	28/03/2025	Mise à jour du PGCSPS pour les Marchés n°2 et 3
INDICE 5	23/04/2025	Mise à jour pour les Marchés n°2 et 3 suite observations du MO du 22/04/2025

## **PRÉAMBULE**

Conformément à la loi N°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée et son décret d'application 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à la coordination, ce chantier est soumis à l'obligation de Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan général de sécurité et de santé définit l'ensemble des mesures propres à prévoir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

### **COMPOSITION :**

**Titre 1 : Clauses particulières, décrit les mesures spécifiques aux chantiers.**

**Titre 2 : Clauses générales, décrit les mesures générales de la réglementation.**

### **MISE À JOUR :**

Ce plan sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction :

- de l'évolution du chantier
- des changements de délais des types de travaux ou phase de travail
- des nouvelles contraintes dès qu'elles sont connues du Maître d'Ouvrage
- des modifications apportées au contrat des entrepreneurs
- de l'attribution des nouveaux marchés
- des nouveaux intervenants sur l'opération

### ***Ces modifications seront portées à la connaissance de tous les intervenants***

Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les P.P.S.P.S des entreprises.

Il sera adressé sur leur demande à :

- Inspection du travail
- Au service prévention de la CARSAT
- A l'O.P.P.B.T.P

Il sera mis à la disposition pour consultation :

- des inspections du travail ou des fonctionnaires assimilés
- du représentant de la CARSAT
- du représentant de l'O.P.P.B.T.P
- des médecins du travail
- des membres du CSE ou à défaut des D.P.

Ce PGCSPPS sera conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage. L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention, et se conformer aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité, dans le présent plan général de coordination de la sécurité et de la protection de la santé
- par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans les pièces constitutives du marché,
- par le coordonnateur de sécurité, qui a été désigné par le maître de l'ouvrage pour cette opération

Ces dispositions s'appliquent à l'entrepreneur et à ses sous-traitants directs ou indirects, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qui auront conclu un contrat de prestation ou des travaux avec l'entrepreneur.

# TITRE 1 CLAUSES PARTICULIERES

(Voir titre 2 pour les généralités)

## 1.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

### 1.1.1 PRESENTATION DU PROJET

**Situation géographique :**

RN 147

87000 NIEUL et COUZEIX

**Objet des travaux :**

**Ce PGCSPS traite uniquement les travaux des "Marché n°2 : Déboisement et débroussaillage des emprises travaux" et "Marché n°3 : Fourniture, pose et entretien des clôtures provisoires des emprises et barrières pour la petite faune", classé en catégorie 3.**

**Pour mémoire ;**

Marché travaux reconnaissances géotechniques (**travaux terminés**)

Marché n°1 : Démolition de bâti (**travaux terminés**)

**Marché n°2 : Déboisement et débroussaillage des emprises travaux (objet de ce PGCSPS)**

**Marché n°3 : Fourniture, pose et entretien des clôtures provisoires des emprises et barrières pour la petite faune (objet de ce PGCSPS)**

Marché n°4 : TOARCHE (y compris mesures compensatoires) (**à venir**)

Marché n°5 : Travaux de finition (**à venir**)

Marché n°6 : Aménagement paysagers (**à venir**)

**Durée globale du chantier :**

12 mois

**Phasage**

--> Le délai ci-dessus n'est q'une indication de calcul des hommes.jours pour les marchés 2 et 3. Celui-ci pouvant fluctuer.

Planning prévisionnel ;

Deux accords-cadres à bon de commande, avec pour le déboisement une période ferme de 18 mois reconductible 1 fois à l'identique, et pour les clôtures une période ferme de 12 mois reconductible 3 fois à l'identique.

Le marché prévoit une période de préparation et une 1er intervention sur la fin d'année 2025.

**Effectifs prévisibles :**

6 personnes soit 1512 hommes.jours

**Classement de l'opération :**

2

**Liste des lots :****Entreprises connues :**

Marché travaux reconnaissances géotechniques (travaux terminés)	<p>GEOTEC (agence Bordeaux) 19, rue de la Gravette 33320 EYSINES</p> <p>ARKOGEOS Sous traitant 7, rue de l'Industrie 31320 CASTANET TOLOSAN</p> <p>SEMMLOGGING Sous traitant 2290 route du Champ Mouillé Les Maufras 18360 VESDUN</p> <p>BA MINAGE Sous traitant CAP DE GIROU 12260 VILLENEUVE</p> <p>TEMSOL SAS (Mérignac) Sous traitant 31, rue Alessandro Volta BP 40104 33704 MERIGNAC</p>
Marché n°1 : Démolition de bâti (travaux terminés)	<p>COLAS (agence Limoges) ZA J. MONNET 87920 CONDAT Sur Vienne</p> <p>KE Construction Chemin des arches, Rte de Chantelauve 87270 CHAPTELAT</p> <p>DBA Construction Sous traitant 77 rue de beaufort 87400 Saint Léonard de Noblat</p>
Marché n°2 : Déboisement et débroussaillage des emprises travaux	
Marché n°3 : Fourniture, pose et entretien des clôtures provisoires des emprises et barrières pour la petite faune	
Marché n°4 : TOARCHE (y compris mesures compensatoires)	
Marché n°5 : Travaux de finition	
Marché n°6 : Aménagement paysagers	

### **1.1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS**

#### **Liste des intervenants de l'opération :**

##### **Le Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé :**

Patrice BOUCHET  
PREVENTIVIA  
LES TARTRES  
17400 VARAIZE  
sps@preventivia.pro

06 08 10 20 77

**Le Maître d'Ouvrage :**

**Chargé d'opérations**

Younes DAHI  
DREAL Nouvelle Aquitaine  
15, rue Arthur Ranc CS60539  
86020 POITIERS Cedex  
younes.dahi@developpement-durable.gouv.fr  
06 64 42 71 56

**Adjointe au chargé d'opérations**

Pauline DEMONTREUX  
DREAL Nouvelle Aquitaine  
15, rue Arthur Ranc CS60539  
86020 POITIERS Cedex  
pauline.demontreux@developpement-durable.gouv.fr

**Chef de projet infrastructures**

Christophe MARTIN  
DREAL Nouvelle Aquitaine  
15, rue Arthur Ranc CS60539  
86020 POITIERS Cedex  
christophe.martin@developpement-durable.gouv.fr  
06 80 64 75 06

**La Maîtrise d'œuvre :**

Sylvain TESSIER  
SETEC international  
42-44, rue du Général de Larminat  
33000 BORDEAUX  
sylvain.tessier@setec.com  
06 69 95 12 83

**DET**

Camille LAPOUBLADE  
SETEC international  
42-44, rue du Général de Larminat  
33000 BORDEAUX  
camille.lapoublade@setec.com  
05 24 54 55 12

**Organismes de prévention et administrations :**

DÉSIGNATION	ADRESSES	TÉLÉPHONE / FAX
<b>INSPECTION DU TRAVAIL</b>	2, allée Saint Alexis 87032 LIMOGES Cedex 01	05 55 11 66 00 / 05 55 11 66 20
<b>CARSAT</b>	37, avenue Prés René Coty TSA 34809 87048 LIMOGES Cedex 02	05 55 04 36 26
<b>O.P.P.B.T.P.</b>	Immeuble «Les Bureaux du Tasta» - Bâtiment C 4.4 - 1er étage - 9, avenue Raymond Manaud 33520 BRUGES	05 56 34 03 49 / 05 56 34 42 08

**Services d'urgences :**



DÉSIGNATION	TÉLÉPHONE
Secours	112
Sapeurs-pompiers En cas d'accident sur la voie publique, d'incendie ou de tout autre sinistre	18
S.A.M.U. en cas d'urgence médical	15
Gendarmerie	17

## **1.2 MISSION DU COORDONNATEUR**

### **1.2.1 MISSION SPECIFIQUE**

Sans objet

### **1.2.2 PIECES ECRITES**

- **PGCSPS**

Inclus au DCE. Actualisé par le Registre Journal pendant l'opération.

S'applique à toutes les entreprises.

Précise les consignes générales de sécurité notamment en termes d'organisation générale et d'interférence.

- **LE REGISTRE JOURNAL**

Rédigé par le coordonnateur qui consigne tous les événements relatifs à la mission de coordination :

- les comptes rendus de visite,
- les comptes rendus d'inspections communes
- les transmissions des pièces,
- les observations, courriers, ...

- **LE D.I.U.O.**

Sans objet

## **1.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS**

### **1.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUNS**

DISPOSITIONS DE CHANTIER :	PRESTATIONS :	NUMERO DU LOT CHARGE DE LA PRESTATION :
Affichages, panneaux de chantiers et clôtures de chantier	Réalisation	Marchés N°2 et N°3 suivant l'avancement
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
	Réalisation	Marchés N°2 et N°3

Base vie de chantier	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Voies d'accès au chantier et signalisation	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Zones de stockage chantier	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Zones de stationnement chantier pour chargement / déchargement	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Évacuation et traitement des déchets	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Branchements (électricité, éclairage, plomberie, etc.) des locaux de chantier	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Equipements de travail et d'accès en hauteur	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Mise en oeuvre des protections	Réalisation	Marchés N°2 et N°3

collectives et vérification de leur maintien	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3
Nettoyage des zones de travaux	Entretien	Marchés N°2 et N°3
Nettoyage des accès	Entretien	Marchés N°2 et N°3
Nettoyage des installations de chantier	Entretien	Marchés N°2 et N°3
Mise en place du balisage léger et lourd suivant le guide du SETRA	Réalisation	Marchés N°2 et N°3
	Entretien	Marchés N°2 et N°3
	Enlèvement	Marchés N°2 et N°3

### **1.3.2 SUJETIONS LIEES AU SITE**

#### **EXPLOITATION DU SITE :**

Les interventions seront définies en relation avec l'exploitation.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux s'effectuent sous exploitation. Par conséquent, les travaux seront effectués et sécurisés en fonction ;

- **Protection de zones vis-à-vis de l'exploitation.**
- **Protection du voisinage vis-à-vis de la poussière, projections, bruit, etc...**
- **Les entreprises ne doivent pas stationner sur les voiries pompiers.**

#### **Les Contraintes :**

Forte circulation de piétons.

Forte densité de riverains.

Le site des travaux est en exploitation et les interventions seront définies en relation avec l'exploitation.

--> Voir chapitre 1.5 pour les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site.

#### **CHANTIER CONCOMITANT :**

Les travaux réalisés par d'autres Maîtres d'Ouvrage et pouvant impacter l'environnement de l'emprise des travaux devront faire l'objet de réunions de concertations entre les différents Maîtres d'Ouvrages.

Les travaux simultanés qui pourraient avoir lieu en même temps sont :

- Le déplacement des réseaux.
- Les travaux de diagnostics archéologiques.
- Les travaux de prélèvement des espèces.

**Nota : L'entreprise concernée, dans le cadre de la concertation entre Maîtres d'Ouvrages, devra être présente aux réunions de préparation afin de minimiser la coactivité des interventions des Maîtres d'Ouvrages.**

#### **Communication :**

Le chantier devra être équipé d'un moyen propre de communication à la fois pour les travaux et l'appel des secours (radio, téléphone mobile,...).

#### **SERVITUDES DE PASSAGE ET RIVERAINS :**

Maintenir la circulation des piétons et véhicules sécurisés aux abords du chantier.

Mettre en place la signalisation suivant le guide du SETRA.  
Les entreprises titulaires devront vérifier les gabarits routiers autorisés.  
Mettre panneaux « chantier interdit au public » autour des zones travaux.

### **CIRCULATIONS LIEES AU SITE (circulation des usagers et des tiers) :**

**Des précautions particulières seront à prendre en phase travaux vis-à-vis des voies utilisées par l'exploitant.**

L'accès du public est strictement interdit dans les emprises du chantier.

- Il est demandé aux entreprises de veiller à la propreté des voiries et à la mise en place et l'entretien de la signalisation du chantier (le chantier devant être clos et indépendant).
- Tous les moyens de signalisation et de protection devront être mis en place afin de maintenir la circulation en toute sécurité aux abords du site.
- En aucun cas l'espace des voies circulées ne doit être engagé (attention à l'ouverture des portes de camions).

Règles de circulation à l'intérieur du chantier :

Le code de la route est toujours applicable.

Les usagers sont toujours prioritaires en particulier en bout de balisage lors de la sortie des véhicules.

Aucun véhicule particulier n'est admis sur le chantier. Le personnel sera transporté sur le site par un véhicule de son entreprise.

La vitesse est limitée au pas dans les zones des postes de travaux.

Toute marche arrière doit être guidée par une personne habilitée.

Le stationnement ne se fait pas derrière un engin de chantier.

**Toute personne évoluant à l'intérieur du chantier, y compris les conducteurs d'engins, doit porter un Gilet rétroréfléchissant - norme EN 471 EPI classe II.**

Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon de recul.

Tout manquement à ces règles fera l'objet d'une exclusion immédiate du chantier de la personne intéressée.

### **EMPRISES DU CHANTIER :**

Les emprises chantier doivent être cloturées/balisées + panneaux "chantier interdit au public", "port des EPI obligatoire", "Interdiction de fumer".

- Pour tous travaux hors exploitation, l'entreprise mettra en place une emprise chantier par Barriérage + panneaux réglementaires.
  - Pour les travaux en bordure de voies, l'entreprise concernée devra mettre en place des K5c et/ou K5a, K16 etc... pour séparer la zone travaux des voies circulées.
  - Lors de travaux sous route barrée, le gestionnaire de voirie mettra en place une déviation et l'entreprise aura à sa charge le balisage chantier (Barriérage + K16 + panneaux réglementaires).
  - Lors de travaux sous exploitation, l'entreprise mettra en place un alternat par feux tricolores en respectant le guide du SETRA (exemple schéma CF N°24).
- > Voir chapitre 1.3.1

La signalisation temporaire du chantier et sa maintenance seront réalisées par les entreprises titulaires.

Elle comprend :

- Mise en place du balisage de la zone de chantier,
- Mise en place de la signalisation de cheminement des piétons, véhicules, etc
- Mettre en place des pancartes « chantier interdit au public », « sortie de camion » et « port du casque obligatoire » seront apposés.
- L'ensemble des zones de travaux, de stockage et d'installation doit être balisé et/ou clôturé suivant le cas.

### **ACCES AU CHANTIER :**

**L'accès se fera par les voiries existantes.**

Les accès chantier doivent être maintenu en position fermée (chantier clos), afin d'interdire tout accès aux personnes non autorisées. Le portail sera fermé à clés en dehors des heures de

travaux.

**Les entreprises devront mettre en place un accès réservé au seule personne habilitée, munie de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, suivant le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 (voir chapitre 2.3.6).**

L'entreprise devra obligatoirement assurer la formation de tout son personnel, y compris le personnel intérimaire, amenés à pénétrer sur le chantier.

Une fiche d'accueil entreprise signée par l'intéressé et à disposition du Coordonnateur S.P.S., servira d'habilitation.

Pour cela elle constituera un livret d'accueil, inclus dans le PPSPS, comportant les consignes de sécurité essentielles :

- consignes de sécurité propres à l'entreprise (poste de travail),
- consignes liées aux secours et au plan de circulation du chantier
- interférences avec les autres entreprises
- organisations des premiers secours et conduite à tenir en cas d'accident,
- ...etc.

Voir chapitre 2.3.6

#### **NATURE DU SOL ET DU SOUS-SOL :**

- Voir rapport de sol.

#### **HYDROLOGIE :**

- Voir rapport de sol.

#### **RESEAUX EXTERIEURS :**

Le Maître d'Ouvrage doit les D.T. en vue de l'établissement des DICT par les entreprises d'exécution concernées. Les DT seront établies et suivi par le Maître d'Oeuvre. Le Maître d'Ouvrage les joints au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT, comprenant des réseaux classés A, concernant les réseaux sensibles.

Si les concessionnaires de réseaux sensibles (Electricité (ENEDIS, RTE), Gaz, (GRDF, GRT Gaz), Chimiques, Hydrocarbures, Chauffage et climatisation), que ce soit en aérien ou enterré, lui ont indiqué des réseaux classés en B ou C, alors le maître d'ouvrage devra faire engager des Investigations Complémentaires (IC obligatoire) en présence des concessionnaires concernés pour localiser précisément les réseaux (plan de récolement à faire par l'entreprise réalisant les réseaux).

#### **Réseaux à risques identifiés :**

- **Si présence de réseaux Électriques (ENEDIS RTE), Gaz, (GRDF, GRT Gaz), Chimiques, Hydrocarbures, Chauffage et climatisation, à proximité ; Les distances d'approche aux réseaux devront être évaluées avant le début des travaux par les entreprises via les DICT.**
- **Le Maître d'Ouvrage doit faire réaliser un marquage piquetage avant le démarrage du chantier. Son exécution doit faire l'objet d'un PV et les entreprises d'exécution devront le constater sur la zone d'emprise.**

#### **Risques importants :**

- **Circulations d'engins au droit des réseaux enterrés.**
- **Le dégagement des réseaux sensibles doit être effectuée à l'aide de méthodes douces suivant le fuseau déterminé par la technique de travaux.**
- **Électrisation par contact du réseau souterrain possible lors d'un piquetage.**
- **Vérifier les DICT et demander la consignation du réseau (si nécessaire), ou implanter le piquetage, la chambre, etc. en dehors de la zone dangereuse.**
- **L'entreprise doit désigner des personnes ayant l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) pour tous travaux impactant l'environnement d'un réseau.**

#### **Pour mémoire :**

- **Distance réglementaire pour des travaux à proximité d'une ligne électrique aérienne non gainée : Moins de 50 000 Volts : 3 mètres / Plus de 50 000 Volts : 5 mètres.**

- Distance réglementaire pour des travaux à proximité d'un réseau enterré : Précautions suivant la classe du réseau (A, B ou C) et distance de 20 cm entre chaque réseau. Le périmètre de sécurité de la zone travaux est de 1,5 mètres.  
--> Voir chapitre 2.3.3

#### **ENGINS DE GUERRE :**

- Voir chapitre 2.3.3 pour toute suspicion.

### **1.3.3 MANUTENTIONS DES MATERIAUX ET MATERIELS**

#### **APPROVISIONNEMENTS :**

Voir chapitres 1.4.3 et 2.4.3

#### **MOYEN DE LEVAGE ET DE MANUTENTION :**

Fournir systématiquement les copies des vérifications de vos engins de levage à jour et les copies d'autorisation de conduite des chauffeurs pour ce chantier.

L'implantation de la grue devra répondre aux dispositions de la réglementation.

Des autorisations de survols de la flèche de grue devront être établies avec les exploitants des bâtiments voisins, voies, etc... et des études de sols devront être réalisées pour les emplacements des grues à tour et/ou mobile.

Voir chapitre 2.3.7

#### **GRUES MOBILES :**

La mise en place de grue mobile et/ou sur porteur pourrait être nécessaire pour les manutentions et par conséquent les entreprises doivent être en mesure de prouver que ;

- Les engins et appareils de levage doivent être conforme et avoir été vérifié depuis moins de 6 mois.
- L'entreprise doit également faire des vérifications visuelles chaque jour sur ses équipements.
- L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol (sur la voirie existante).
- Les zones d'évolution des charges seront interdites au-dessus de toute circulation et lieu d'hygiène du chantier.

Voir chapitre 1.4.10.1 « LEVAGE », chapitre 2.4.7 et chapitre 2.3.7

#### **GRUES A TOUR :**

Sans objet.

## **1.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE CSPS**

### **1.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER**

#### **CIRCULATIONS HORIZONTALES :**

Des restrictions de circulation et d'installation devront être imposées aux entreprises de travaux.

- L'ensemble des circulations horizontales doivent être maintenues propres et sécurisées.
- Protections périphériques collectives obligatoires pour les travaux en hauteur (lisses + sous lisses + plinthes) suivant la réglementation.
- L'entreprise veillera à sécuriser les cheminements de son personnel de façon à séparer

physiquement les circulations des engins et des travailleurs.

- La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.
- La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

**IMPORTANT : Tous piquets de jalonnement métallique et fers à béton en attente doivent être crossés ou être munis d'un bouchon anti-empalement, en plus d'être isolés pour les jalonnements.**

--> Voir chapitre 1.3.1

#### **CIRCULATIONS VERTICALES :**

- Prévoir des moyens sécurisés pour les accès en hauteur (ex : nacelles élévatrices). Le personnel devra avoir les autorisations de conduite nécessaire et les engins doivent avoir une VGP à jour.

**- Prévoir des moyens sécurisés pour les accès au-delà de 3m (ex : regards profonds)**

--> Voir chapitre 1.3.1

### **1.4.2 SIGNALISATIONS**

#### **SIGNALISATION DES ACCES :**

- Mise en place des panneaux réglementaires sur les voiries.
- Accès chantier, à maintenir, fermé comme expliqué dito, et interdisant tout accès aux personnes non autorisée (Panneaux « chantier interdit au public » et « Port des obligatoire des EPI »).

#### **SIGNALISATION DES ZONES DE STOCKAGE :**

Barrières grillagées si en dehors de l'emprise chantier d'origine.

Les zones de stockage devront être balisées, et elles devront être nettoyées avant la fin des travaux.

#### **SIGNALISATION DES POINTS PARTICULIERS :**

Le stockage des déchets à risques doit être réalisé à l'écart et clôturé avec la signalisation du produit.

#### **SIGNALISATION DES TRAVERSEES ENTRE LE CHANTIER ET LES VOIES PUBLIQUES :**

Mise en place de la signalisation réglementaire suivant le guide du SETRA.

#### **MAINTENANCE DE LA SIGNALISATION :**

A la charge des entreprises suivant le chapitre 1.3.

### **1.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE**

**Projet de PIC a élaborer par l'entreprise (voir chapitre 1.3.1 et 1.6) en concertation avec la maîtrise d'œuvre et le SPS :**

- Accès - Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain

- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)
- Localisation des points de raccordements

#### **Veiller à faire figurer sur le Plan des Installation de Chantier.**

Livraisons de matériels :

Les entreprises devront faire connaître la nature sommaire des matériels à stocker, la surface (m<sup>2</sup>) nécessaire, et le phasage pour leurs opérations.

L'entreprise devra s'efforcer d'optimiser les surfaces demandées.

Voir chapitres 1.3.3 et 2.4.3

### **1.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES**

- Protections périphériques collectives obligatoires pour les travaux en hauteur (lisses + sous lisses + plinthes) suivant la réglementation.

**- Chaque entreprise fournira et mettra en place les protections collectives provisoires (terrassement, tranchées, regards, garde-corps, mains courantes) nécessaires à la réalisation de ses travaux.**

**- L'entreprise doit proposer dans son offre un système de protections collectives permettant d'éviter tout risque de chute de hauteur et chute de plein pied, tout au long du chantier et limitant les interventions sur ceux-ci.**

- Toutes les protections collectives doivent être conçues et mises en oeuvre par l'entreprise créant le risque.

- Tous terrassements devront être balisés et sécurisés.

- Maintenir les voies de circulation propres et libres de tout matériel.

- Maintenir les circulations piétonnes du chantier balisées et sécurisées vis-à-vis des engins.

- Bruit, projections, heurts avec engins ; Port des Équipements de Protections Individuelles, Postes de travaux balisés, circulation des engins séparés des flux de personnel, engins équipés de klaxon de recul.

- Dans les zones avoisinantes des engins devant reculer aucun poste à pied n'est possible sans la mise en place d'un balisage interne au chantier. Il est donc nécessaire de mettre en place une procédure spécifique pour les personnes ayant nécessité à entrer dans cette zone.

**- Tous piquets de jalonnement métallique et fers à béton en attente doivent être crossés ou être munis d'un bouchon anti-empalement, en plus d'être isolés pour les jalonnements.**

**- Les protections collectives comprendront la mise en place de séparateurs modulaires de voies.**

Voir chapitres 1.3.1 et 2.4.4

### **1.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES**

- Chaque entreprise analysera les risques encourus par son personnel et les moyens de prévention mis en oeuvre.

**- Port du casque, chaussures de sécurité et vêtements de travail obligatoire pour l'ensemble des intervenants.**

**- Port obligatoire d'un gilet rétro réfléchissant norme EN 471 EPI classe II minimum, pour les travaux en extérieur vis-à-vis des circulations chantier.**

**- En fonction du poste, le port du casque, de gants, protections auditives, lunettes, etc. sont obligatoires.**

- Pour tous travaux de rabotage des enrobés, découpage, etc, le port de masque jetable P3 minimum est obligatoire pour les opérateurs sur l'environnement de ce poste en cas de dégagement de poussière à Prioriser les outils travaillant à l'eau.

- L'entreprise doit mettre en oeuvre des postes de travail adaptés et sécurisés. Notamment veiller à sécuriser les terrassements; talutage, blindage suivant réglementation.

- Pour les travaux en hauteur, le personnel travaillera sous protection collective.

- Le personnel utilisant des protections individuelles (harnais) pour la mise en place des protections collectives devra être habilité à ce type d'intervention.

- Tous matériels sur chantier doit être identifiable, logo société ou autre.

- Tous matériels sur chantier doit être conforme et maintenue en bon état, avoir un certificat



de contrôle au besoin pouvant être présenté sur demande. De plus les systèmes de sécurité ne doivent pas démonter.

- Les intervenants doivent connaître les principes d'utilisations des matériels, avoir les instructions et les habilitations éventuelles.
- Personnel formé aux gestes et postures. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.

Voir chapitre 2.4.5

#### **1.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

- Voir possibilité de branchements, pour les installations de chantier décrite dito, sur site avec le concessionnaire et/ou la mairie.

- L'entreprise titulaire aura à sa charge des branchements provisoires de chantier (eau/électricité).

Voir chapitre 2.4.6.

#### **1.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS**

- Les Groupes Électrogènes seront obligatoirement reliés à la terre.

- Équipements des engins travaillant en reculant : Les engins travaillant en reculant (ex : balayeuse) doivent être équipés de radar de recul avec alerte sonore au chauffeur, en plus du klaxon de recul et de la caméra avec vision de nuit.

**Travaux par enlèvement mécanique (pelle en rétro) du revêtement routier recommandé ;**

**- Port de masques P3 jetable minimum vis-à-vis des poussières du revêtement routier**

**- Protection des mouvements par un chef de manœuvre**

#### **1.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES**

Amiante

Sans objet

Plomb

Sans objet

HAP

Sans objet

RISQUE CARDIAQUE :

**Il est fortement recommandé de vérifier l'accès à un défibrillateur cardiaque à proximité dans le cadre de travaux sur un site en exploitation ou d'en prévoir un dans les installations de chantier ou dans le fourgon pour les chantiers itinérants.**

POUSSIÈRE ET GAZ NOCIFS

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions afin de traiter à la source les émissions de poussières ou gaz nocifs lors des travaux.

Masques antipoussières P3 minimum pour les dégagements de poussières liées à toutes interventions. Toute personne générant de la poussière doit être équipée de masque P3 minimum.

#### **1.4.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS**

- Les travaux superposés entre les entreprises et les éventuels sous-traitants ne seront pas possible. Les entreprises devront organiser leurs plannings afin d'intervenir successivement.
- Il est à noter toutefois que des décalages dus à des retards dans les travaux prévus peuvent engendrer des situations à risques.
- Il appartient aux entrepreneurs d'informer le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS en cas de décalage de planning entraînant des risques d'interaction (superposition des tâches notamment).
- **Port du casque, chaussures de sécurité et vêtements de travail obligatoire pour l'ensemble des intervenants.**
- **Port obligatoire d'un gilet rétro réfléchissant de classe II ou III suivant le cas pour les travaux en extérieur vis-à-vis des circulations chantier.**
- Maintenir les voies de circulation propres et libres de tout matériel.
- Maintenir les circulations piétonnes du chantier balisées et sécurisées vis-à-vis des engins.
- Toutes les protections collectives doivent être conçues et mises en oeuvre par l'entreprise créant le risque.
- Bruit, projections, heurts avec engins ; Port des Équipements de Protections Individuelles, Postes de travaux balisés, circulation des engins séparés des flux de personnel, engins équipés de klaxon de recul.
- Dans les zones avoisinantes des engins devant reculer aucun poste à pied n'est possible sans la mise en place d'un balisage interne au chantier. Il est donc nécessaire de mettre en place une procédure spécifique pour les personnes ayant nécessité à entrer dans cette zone.
- Tous terrassements devront être balisées et sécurisés.
- Les fers en attente seront crossés ou sécurisés par un moyen mécanique.
- Les travaux de levage se feront sans coactivité dans les zones d'évolution des charges.

#### **1.4.10 RISQUES PARTICULIERS / TRAVAUX SPECIFIQUES**

##### **MESURES GENERALES DE PROTECTION IMPOSEES AUX ENTREPRENEURS :**


Rappel des risques particuliers suivant l'arrêté du 25/02/2003 pris pour l'application de l'article L4532-8 du code du travail :

CHUTE DE HAUTEUR  
ENSEVELISSEMENT OU ENLISEMENT  
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE  
AMIANTE  
RADIATIONS  
ELECTROCUTION OU ELECTRISATION  
NOYADE  
CONFINEMENT  
PLONGEE APPAREILLEE  
HYPERBARE  
DEMOLITION  
EXPLOSIFS  
LEVAGE  
ELEMENTS PREFABRIQUES

##### **Risques particuliers concernés :**

**CHUTE DE HAUTEUR  
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE  
ÉLECTROCUTION OU ÉLECTRISATION  
LEVAGE**

#### 1.4.10.1 EVALUATION DES RISQUES PARTICULIERS ET MOYENS DE PREVENTION

<b>Risques Particuliers :</b>	
<b>Moyens de prévention :</b>	<b>Travaux spécifiques :</b> (Voir chapitre 1.4.10.2)
CHUTE DE HAUTEUR	
<p>Outre les dispositions réglementaires, qui lui sont applicables, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Toute dénivellation d'un poste de travail ou d'une aire de circulation du personnel présentant un risque, doit être équipée d'une protection collective contre les chutes de hauteur (garde-corps rigides répondant aux dispositions de l'article R4323-58 à 61 du décret n°2008-244 du 07/03/08). Les entreprises concernées proposeront une évaluation des risques si elles ne peuvent pas installer les dispositions de l'article R 4323-58 qui s'impose par défaut.</b></li> <li>• Exemple de pose de gardes corps en sécurité ;</li> </ul>  <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'usage d'une échelle comme poste de travail ; sera rigoureusement interdit. Pour toutes les interventions ponctuelles jusqu'à 3 mètres de hauteur, il sera prescrit l'utilisation de plates-formes de travail roulantes.</li> <li>• Au-delà de 3 mètres de hauteur, l'utilisation d'échafaudage ou de plates-formes fixes, ou d'élévateur de personnel sera prescrite.</li> <li>• Il est rappelé que le recours à la protection individuelle contre les chutes de hauteur (harnais) ne peut être admis que : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Pour le cas de travaux non répétitifs</li> <li>◦ Pour la pose et la dépose des protections collectives</li> <li>◦ Les accès aux postes de travail en hauteur devront être réalisés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hauteur inférieure à 3 m : l'emploi d'une échelle est toléré</li> <li>• Hauteur supérieure à 3 m : l'entreprise précisera les moyens qu'elle compte utiliser en accord avec le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<p>Organisation des transports</p> <p>Plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP)</p> <p>Déboisement et débroussaillage</p>
ELECTROCUTION ELECTRISATION	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• TRAVAUX D'ORDRE NON ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRIQUE : Application de l'UTE C 18-510.</li> <li>• OPÉRATIONS D'ORDRE NON ÉLECTRIQUE : Les opérations d'ordre non électrique effectuées sur ou au voisinage des ouvrages électriques peuvent être confiées à des personnes non qualifiées dans le domaine électrique mais ayant reçues une formation à la sécurité électrique et habilitées à cet effet ou placées sous la surveillance d'un surveillant de sécurité électrique.</li> <li>• OPÉRATIONS D'ORDRE ÉLECTRIQUE : Les opérations d'ordre électrique effectuées sur les ouvrages électriques doivent être confiées à des personnes qualifiées.</li> </ul> <p>Nota :</p> <p>Domaine BT : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation B1 au minimum pour les travaux hors tension (B1V au voisinage et B1T sous tension)</p> <p>Domaine HT : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation H1 au minimum pour les travaux hors tension (H1V au voisinage et H1T sous tension)</p>	<p>Consignations</p> <p>Plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP)</p>
CHIMIQUES BIOLOGIQUES	

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous travaux dont la nature fait apparaître des substances chimiques, l'entreprise prendra soin de se référer au FDS, fiche sécurité INRS, ou autre source de référence, afin de mettre en place les mesures adéquates de protection (individuel et collective) pour ses intervenants et les populations.</li> <li>• Une information spécifique et un suivi médical de son personnel devra être mise en place.</li> <li>• Tous les déchets générés, stockage, etc. devront être étudiés afin de limiter la dissémination des produits.</li> <li>• Pour l'utilisation de produit chimique, l'entreprise prend en compte les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Son utilisation sera justifiée.</li> <li>- L'entreprise signalera ses travaux lors de la réunion de chantier.</li> <li>- L'entreprise devra joindre les FDS dans son PPSPS.</li> <li>- L'entreprise respectera les instructions du fabricant (prescription, port des EPI spécifique, formation des intervenants ...).</li> </ul> </li> <li>- L'entreprise organisera son travail afin de limiter les gênes pour les autres intervenants, par exemple pour des produits dégazant : aération des locaux, mise en place d'extracteur, périmètre de sécurité interdit pour les autres intervenants, isolement des zones en travaux, décalage des t ravaux dans les horaires plus tardifs, ou tout autre moyen nécessaire.</li> </ul>	<p>Déboisement et débroussaillage</p>
<p>LEVAGE</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voir chapitre 2.3.7</li> <li>• L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol</li> <li>• Les zones d'évolution des charges seront interdites à toute circulation et lieu d'hygiène du chantier.</li> <li>• Voir code de travail et notamment les articles R4323-20 à 57</li> </ul> <p><b>GRUES MOBILES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles seront équipées d'un dispositif de contrôle d'état de charge.</li> <li>• L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte-rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 1er mars 2004 (remplaçant celui du 9 juin 1993 depuis le 1er avril 2005) pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.</li> <li>• En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.</li> </ul>	<p>Organisation des transports</p>

#### 1.4.10.2 EVALUATION DES TRAVAUX SPECIFIQUES ET MOYENS DE PREVENTION

<p align="center"><b><u>Travaux spécifiques</u></b>          (* : Risques particuliers; se reporter au chapitre 1.4.10.1)</p>	
<p align="center"><b><u>Moyens de prévention à étudier dans le PPSPS :</u></b></p>	
<p align="center"><b>Organisation des transports</b></p> <p align="center"><b><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></b>          LEVAGE*          CHUTE DE HAUTEUR*          Accident de la circulation</p>	
<p>Les Entreprises concernées <b>devront désigner une personne qualifiée</b>, qui sera chargée <b>d'organiser et de coordonner l'activité des transporteurs</b> auxquels l'entrepreneur aura recours.          Les entreprises devront élaborer un protocole de chargement et de déchargement --&gt; Protocole de sécurité à définir par l'entreprise.          Cette personne devra notamment disposer d'un <b>véhicule de service</b> et d'un <b>moyen de communication</b> permanent (radio ou radio téléphone) <b>avec les transporteurs</b> employés sur le chantier par l'entrepreneur</p> <p><b><u>MATÉRIELS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer de la cohérence du matériel de transport</li> <li>• Analyser l'adaptation du matériel à la tâche</li> <li>• Informer les conducteurs des règles de circulation du chantier</li> <li>• Limiter la présence de piétons aux abords immédiats des sites de chargement et de déchargement</li> <li>• Exiger un témoin sonore ou lumineux de benne levée</li> <li>• Vérifier que le matériel est conforme à la réglementation</li> <li>• Exiger des cabines anti-retournement sur les cabines des engins</li> </ul> <p><b><u>TRANSPORTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer et élargir si besoin est la voirie en fonction de l'étude de traficabilité.</li> <li>• Mettre en place et maintenir en bon état la signalisation retenue avec le service des routes.</li> <li>• Exclure les matériels dangereux</li> <li>• Étudier les points difficiles du parcours (pentes fortes, gabarit de hauteur, ...)</li> <li>• Exiger un témoin sonore ou lumineux de benne levée</li> <li>• Adapter la charge maximale prévue pour chaque camion en fonction de son certificat au service des mines et de l'état de la piste de chantier</li> <li>• Limiter la vitesse</li> <li>• Interdire toute présence de piéton dans les zones de déchargement et de chargement.</li> </ul>	
<p><b><u>Qui créé le risque :</u></b>          Marchés N°2 et N°3</p>	<p><b><u>A la charge de :</u></b>          Marchés N°2 et N°3</p>

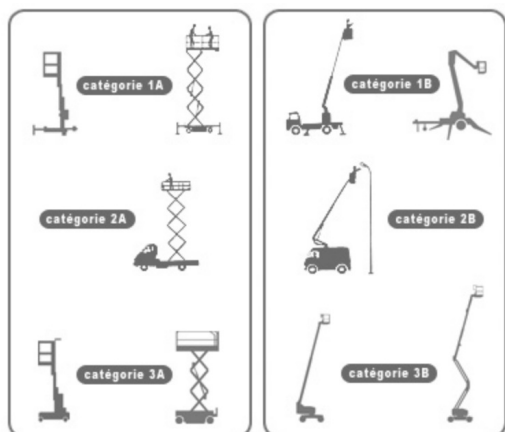
<p><b>Consignations</b></p> <p><b><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></b>          ELECTROCUTION ELECTRISATION*</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Maître d'Ouvrage fera consigner les réseaux concernés avant les travaux, si certains doivent rester en service, un système de protection et de signalisation sera mis en place. <b>Un certificat de consignation</b> sera remis aux entreprises, avec copie au Maître d'œuvre et Coordonnateur Sécurité.</li> </ul>	
<p><b><u>Qui créé le risque :</u></b>          Exploitant</p>	<p><b><u>A la charge de :</u></b>          Exploitant</p>

## Plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP)

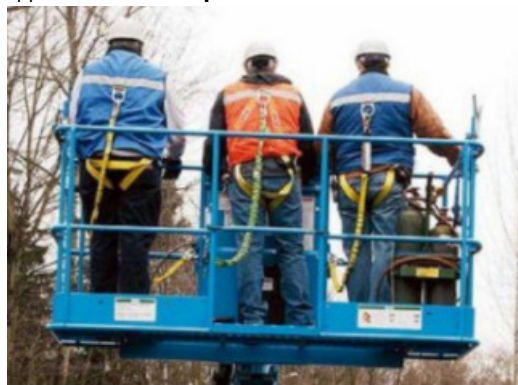
### RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :

CHUTE DE HAUTEUR\*  
ELECTROCUTION ELECTRISATION\*

- Il est fortement recommandé aux conducteurs de nacelles élévatrices de posséder le CACES R386 (prochainement R486). En revanche, l'employeur a l'obligation de former et vérifier les compétences à la conduite avant la délivrance de l'autorisation de conduite.
- Il faut vérifier que les papiers obligatoires sont présents sur la machine. Le rapport de vérification périodique doit avoir moins de 6 mois et s'assurer que toutes les réserves ont été levées.
- Faire toutes les vérifications d'usage avant la mise en service de la machine.
- Inspecter les alentours de la zone de travail : en intérieur, il faut inspecter le plafond et s'assurer qu'il est d'une hauteur adéquate. Au sol, il ne doit pas y avoir de trous ou de bosses qui pourraient mettre en péril **la stabilité** de la machine. en extérieur, il faut vérifier la présence de **lignes électriques** et vérifier le sol comme pour l'intérieur.
- Ne pas dépasser la limite de poids
- Il ne faut en aucun cas tenter de sortir de la nacelle ou de monter sur le garde-corps. Le panier de la nacelle constitue un **équipement de protection collectif** en lui-même.
- Respecter le nombre d'opérateurs préconisé par le fabricant pour chaque type de nacelles ;



- Porter un harnais de sécurité sur les nacelles articulées. Une chute de l'opérateur peut être provoquée parce que l'on appelle **l'effet catapulte**.



- Pas d'autre intervention dans la zone d'évolution de l'engin. Veiller à baliser la zone d'intervention.
- Ne pas utiliser de nacelle pour faire de la manutention. Les nacelles élévatrices sont des machines uniquement destinées aux **travaux en hauteur** et au levage de personnes et d'outils.
- Ne pas utiliser la nacelle en cas de vents violents. Les **élévateurs** répondant à la norme française EN280 sont conçus pour être stables face à des vents allant jusqu'à 12,5 mètres par seconde, soit **45 km/h**. Pour certaines nacelles utilisables en intérieur la vitesse maximale peut être nulle.

### Qui crée le risque :

Marchés N°2 et N°3

### A la charge de :

Marchés N°2 et N°3

## Déboisement et débroussaillage

### RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :

CHUTE DE HAUTEUR\*  
CHIMIQUES BIOLOGIQUES\*

Port des protections individuelles dont ;

- un vêtement de travail de type bûcheron avec des renforts anti-coupures au niveau des jambes,
- des chaussures ou des bottes de sécurité contre les glissades, coupures et écrasement,
- un casque forestier pour se protéger des projections et des chocs (casque avec écran de protection faciale),
- des gants de protection anti-coupures, piqûres et vibrations,
- un casque de protection auditif contre le bruit
- une tenue rétro réfléchissante de classe II, si travail sur la voirie.

Abattage d'arbres :

- étudier les conditions de chute des arbres.
- la distance par rapport à tout autre poste de travail le plus proche doit être au moins égale à deux longueurs et demie,
- tenir compte de l'inclinaison naturelle de l'arbre, du vent et du dénivelé de terrain,
- aménager pour chaque personne des chemins de repli dégagés obliquement par rapport à la direction de chute de l'arbre vers l'arrière,
- toujours se tenir de côté par rapport au tronc qui tombe et s'écarter toujours latéralement pour rejoindre le chemin de repli,
- pour les terrains en pente, aménager les chemins de repli parallèlement à la pente,
- attention aux branches et surveiller la cime de l'arbre.

Ébranchage :

- utiliser une chaîne à faible tendance au rebond,
- dans la mesure du possible, mettre la tronçonneuse sur le tronc,
- ne pas se tenir sur le tronc,
- se placer du côté opposé à la branche à sectionner,
- ne pas scier avec la tête du guide chaîne,
- attention aux branches sous contraintes et ne jamais scier plusieurs branches à la fois.

Préalablement à l'exécution de travaux au moyen d'une tronçonneuse, les utilisateurs devront être dument formés à son utilisation.

Préparation du chantier et de la zone de travail ;

- s'assurer que les conditions météorologiques sont favorables
- si le chantier empiète sur la voie publique, mettre en place une signalisation temporaire
- Prendre toutes les dispositions pour empêcher la chute de branchages
- délimiter et baliser la zone de travail
- vérifier la présence ou non de lignes électriques aériennes
- choisir l'outil adapté à la végétation à couper
- prévoir une trousse à pharmacie sur le chantier ;
- le travail avec une tronçonneuse ne doit pas être confié à une personne isolée.

Avant la mise en route de la tronçonneuse, s'assurer qu'elle est en bon état de fonctionnement ;

- contrôler le serrage du contact des câbles d'allumage,
- vérifier le niveau de carburant,
- s'assurer que les poignées soient propres et sèches (sans huile ni résine).

Mise en route de la tronçonneuse ;

- garder une distance d'au moins 3 mètres entre le lieu de mise en route de l'outil et le lieu où l'on fait le plein (ne pas lancer le moteur dans un local fermé),
- bloquer le frein chaîne avant de lancer le moteur,
- ne pas lancer le moteur en tenant la tronçonneuse à bout de bras,
- ne pas démarrer la tronçonneuse lorsque la chaîne se trouve dans une coupe.

Règles de sécurité pendant le travail ;

- aller à 3 mètres du lieu du plein d'essence et lancer le moteur à l'extérieur,
- maintenir une distance de sécurité avec ses collègues de travail (et 15 mètres de toute personne non équipée),
- écarter toute matière inflammable du flux des gaz d'échappement et du silencieux très chaud,
- travailler en équilibre stable, la scie tenue devant soi à deux mains,
- ne pas utiliser la tronçonneuse au-dessus du niveau des épaules,
- ne jamais travailler sur une échelle ou un échafaudage instable,
- ne pas attaquer le bois avec l'extrémité du guide chaîne pour éviter les rebonds,
- en cas de blocage de la chaîne, arrêter le moteur et extraire la chaîne manuellement,
- ne pas laisser la machine en marche sans surveillance,
- faire des pauses de temps en temps pour éviter un état de fatigue pouvant entraîner des accidents.

**Qui crée le risque :** Marché n°2 : Déboisement et débroussaillage des emprises travaux

**A la charge de :** Marché n°2 : Déboisement et débroussaillage des emprises travaux

## Circulation sous exploitation

Règles de circulation à l'intérieur du chantier :

- Le code de la route est toujours applicable,

- Les usagers sont toujours prioritaires,
- Aucun véhicule particulier n'est admis sur le chantier. Le personnel sera transporté sur le site par un véhicule de son entreprise.
- La vitesse est limitée au pas dans les zones des postes de travaux.
- Toute marche arrière doit être guidée par une personne habilitée.
- Le stationnement ne se fait pas derrière un engin de chantier.
- **Toute personne évoluant à l'intérieur du chantier, y compris les conducteurs d'engins, doit porter un Gilet rétro réfléchissant de classe III.**
- Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon de recul.
- **Avoir l'arrêt de circulation permanent ou spécifique sur le site d'intervention,**
- **Avoir des véhicules équipés de panneau travaux avec Triflash + feux de route allumés,**
- **Avoir au moins 2 véhicules (1 devant et 1 derrière),**
- **Les véhicules et le personnel seront équipés du matériel de sécurité et des EPI nécessaires aux travaux sur les voiries.**

**Qui crée le risque :**

Marchés N°2 et N°3

**A la charge de :**

Marchés N°2 et N°3



## **1.5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE**

### **Risques exportés par l'exploitation du site auprès des travailleurs du chantier :**

- Le personnel intervenant sur le chantier sera pourvu de protections individuelles (casque de sécurité, chaussures ou bottes de sécurité, gants de manutention, protections antibruit, lunettes de protection, vêtements de pluie).
- L'ensemble du matériel utilisé sera conforme aux normes de fabrication et en état.
- Il sera utilisé le matériel nécessaire pour réaliser la tâche en prenant en compte les équipements les moins bruyants.
- A la fin des postes de travail, le personnel vérifiera l'arrêt du matériel restant sur le chantier, ainsi que la mise en place des dispositifs de protection pour prévenir tous risques d'accidents vis à vis des personnes.
- Il sera interdit à toute personne étrangère à la réalisation des travaux, de pénétrer sur le chantier.
- Lors de l'achèvement des travaux ou avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux règles de sécurité en vigueur.
- Protection de zones vis-à-vis des exploitations.
- Protection de zones vis-à-vis de la poussière, projections, etc...
- Les entreprises ne doivent pas stationner sur les voiries pompiers.

## **1.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

### **1.6.1 CANTONNEMENTS**

Installation possible sur le site (voir chapitres 1.3.1 et 1.3.2 « EMPRISE DU CHANTIER »).

Estimations :

- 1 bungalow sanitaires, douches, lavabos
  - 1 bungalow réfectoire
  - 1 bungalow vestiaire
- L'entreprise met en place les moyens nécessaires à un affichage chantier sur site.
  - Le chantier devra être équipé d'un moyen propre de communication (radio, téléphone mobile,...) mis en place par l'entreprise titulaire.
  - Les Entreprises doivent prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour leur personnel et le personnel de leurs sous-traitants.
  - Les repas seront pris dans des installations équipées et conformes à la réglementation.
  - Chaque entreprise prévoira environ 3 litres d'eau par personne et par jour.
  - Chaque entreprise prévoira le nécessaire pour le lavage des mains.
  - L'entreprise titulaire doit tenir propre les installations de chantier (consommable, etc).

#### **Précisions selon le code du travail :**

- Réfectoires : Prévoir 1 m<sup>2</sup> par compagnon + bancs + tables + chauffes plat + frigo + évier,
  - Vestiaire : Prévoir 1 m<sup>2</sup> par compagnon + armoires doubles + banc + patères + armoires,
  - WC : de 1 à 19 femmes : 1 cabinet d'aisance ; de 20 à 39 femmes : 2 cabinets d'aisance  
de 1 à 19 hommes : 1 cabinet d'aisance ; de 20 à 39 hommes : 1 cabinet d'aisance + 1 urinoir
  - Lavabo eau froide et chaude : 1 orifice pour 10 salariés, et un cabinet au moins doit comporter un poste d'eau.
- + les consommables.  
Voir chapitre 2.6

### **1.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER**

- L'entreprise titulaire doit tenir propre les installations de chantier (consommable, etc).
- Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.

### **1.6.3 EVACUATION DES DECHETS**

Suivant chapitre 1.3.1 et voir titre 2.6.3

L'ensemble des entreprises (y compris sous-traitants) doit avoir connaissance de la charte environnementale applicable sur le chantier.

Les déchets seront triés en fonction de leur catégorie et seront évacués au fur et à mesure ou stockés sous protection des intempéries et conditions climatiques.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **1.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT**

Les entreprises ayant des engins, doivent avoir des kits antipollution.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront formellement interdit.

## **1.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS**

### **1.7.1 PLAN D'ACTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

- Il est interdit de faire du feu sur le site.
- Il est interdit de fumer sur le chantier. L'interdiction est contrôlée et imposée par les entreprises.
- Toutes zones de travail par point chaud doit être exempt de déchets et tout autre matériaux inflammables. Le poste doit être muni d'un extincteur approprié et en cas d'exploitation sur la zone des travaux, un permis de feu doit être établi.
- Il est recommandé d'utiliser des éclairages à LED (proscrire les halogènes et autres éclairages similaires).
- Le matériel produisant de la chaleur (flamme, étincelles, etc...) doit être en parfait état de fonctionnement (tuyau de gaz, fils électrique, protection d'usine, etc..)
- Aucun chalumeau ne doit rester allumé sans surveillance.
- Mise en place d'extincteurs mobiles répartis sur le chantier en fonction de l'avancement des travaux et du risque qu'ils représentent vis-à-vis d'un départ d'incendie. Ces équipements sont accessibles par le personnel formé à leur utilisation, et prêts à l'emploi
- Personnel formé à l'utilisation d'extincteur et à la lutte contre l'incendie.

## EN CAS D'ACCIDENT



### ALERTER OU FAIRE ALERTE

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.  
L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL.  
D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours.  
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

#### **PROTEGER :**

Les premières mesures à prendre sont celles qui permettent d'éviter l'aggravation de l'accident : stopper les engins autour de la victime au sol, stopper les activités avec point chaud autour de l'accident si déversement de matières inflammables.

#### **ALERTE :**

**ALERTEZ LE CENTRE DE SECOURS  
TELEPHONEZ AU  
112**

**Vous serez mis en relation avec les secours**

INDIQUEZ LE SITE DU CHANTIER ET FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

RN 147  
87000 NIEUL et COUZEIX

PRECISEZ :

- \* LA NATURE DE L'ACCIDENT
- \*1 LA POSITION, LE NOMBRE ET L'ETAT DES BLESSES
- \*2 S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT
- \*3 TOUT AUTRE ELEMENT UTILE : DEVERSEMENT DE MATIERE...

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS

#### **SECOURIR :**

En attendant l'arrivée des secours, il convient d'assister les blessés sans risquer d'aggraver leur état.

L'entreprise doit PREVENIR dès que possible le Maître d'Ouvrage, Le coordonnateur SPS et le maître d'Œuvre.

## **TITRE 2 CLAUSES GENERALES**

### **2.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**

#### **2.1.1 CLASSEMENT DE L'OPERATION**

Le volume des travaux relatif à cette opération, estimé par le Maître de l'ouvrage, est supérieur à 500 hommes x jours mais inférieur à 10.000 hommes x jours au sens de la loi n° 1418 du 31/12/93 modifié et de ces décrets d'application. Ce chantier est donc classé :

#### **EN CATÉGORIE 2**

Conséquences :

- Le présent PGCSPPS est établi et s'impose aux intervenants de l'opération.
- Chaque entreprise, au sens du présent PGC, est tenue avant le début de tous travaux :
  - de participer à une visite d'inspection commune avec, entre autre, le Coordonnateur S.P.S.
  - d'établir et de remettre un P.P.S.P.S. au Coordonnateur S.P.S.
- Une déclaration préalable a été effectuée par le Maître de l'ouvrage.

#### **2.1.2 LES ENTREPRISES**

Les entreprises intervenantes sont recensées par marché et listées au registre journal de la coordination.

→ Les entreprises sous traitantes doivent être agréées par le Maître d'Ouvrage.

#### **2.1.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

##### **DÉCLARATION PRÉALABLE**

Cette déclaration faite par le Maître d'Ouvrage ne dispense pas les entrepreneurs de procéder à la déclaration d'ouverture de chantier dans les formes et les délais prescrits.

##### **PHASAGE DES TRAVAUX**

**Suivant le phasage de principe défini par l'équipe de Maîtrise d'œuvre.**

La préparation des travaux doit comporter :

- Mise en place successives, des emprises extérieures et aménagements des installations de chantier (hygiène).
- Mettre en place le panneau chantier et les panneaux « chantier interdit au public » « port du casque obligatoire ».
- Mise en place d'un réseau électrique chantier.

### **2.2 MISSION DU COORDONNATEUR**

Un coordonnateur est nommé par le Maître d'Ouvrage et est lié à celui-ci par un contrat, définissant sa mission et ses moyens.

#### **2.2.1 MISSION RÉGLEMENTAIRE**

Les missions du coordonnateur S.P.S. sont conformes à la loi n° 1418 du 31/12/93 modifiée et aux textes pris en application. Le cadre de la mission du Coordonnateur S.P.S. est défini notamment par l'article L.4532-2 du code du travail. Les contenus de la mission sont définis en particulier par les articles R 4532-6 à R 4532-22 du code du travail.

#### **2.2.2 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR S.P.S.**

**A)** Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître de L'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a défini dans le PGC parallèlement à son inscription dans le registre journal de la coordination de sécurité.

**B)** En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur S.P.S. doit prendre ou faire prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal de la Coordination et une information est faite par Email au Maître de L'ouvrage et au Maître D'œuvre dans les 2 heures. Les reprises du travail sont décidées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître D'œuvre.

Tout différent entre le Coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliation entre les intéressés.

En cas de désaccord, il est soumis à l'arbitrage du Maître de l'ouvrage.

**C)** Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès en toute heure et en tout lieu du chantier, y compris dans l'enceinte des installations de chantier des entreprises intervenantes à l'opération.

**D)** Le Coordonnateur a autorité, dans le cadre de l'exercice de ses missions, pour convoquer tout intervenant notamment pour entretiens, réunions de travail, visites de chantier, ...

## **2.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS**

### **2.3.1 GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

**Tout accident grave ou ayant pu l'être se doit d'être le plus rapidement possible signalé au coordonnateur S.P.S. et au Maître d'Œuvre.** Les travaux de la zone concernée sont immédiatement arrêtés en attente d'enquête et les mesures de sécurité conservatoires sont prises par les entreprises concernées pour mettre la zone en sécurité provisoire.

Pour tout accident du travail faisant l'objet d'une déclaration d'accident auprès de la CPAM, **l'entreprise concernée transmet une copie au coordonnateur S.P.S.**

### **2.3.2 EMPRISES DU CHANTIER**

**Les emprises du chantier doivent être clôturées avec des protections de 2 mètres de haut minimum, clavetées entre elles et contreventées si nécessaire.**

Précisions :

- **Des portails d'entrée fermant à clés, seront positionnés dans les aires de chantier pour les piétons et l'accès véhicules chantier.**
- **Un cheminement balisé et spécifique depuis la voirie sera installé pour les piétons du chantier puis également de la base vie au zone chantier.**
- **Des panneaux "chantier interdit au public", "port des EPI obligatoire" et suivant le cas "Interdiction de fumer" et "sortie de camion" seront apposés.**

### **2.3.3 SUJETIONS LIEES AU SITE**

#### **RESEAUX EXTERIEURS**

**Déclaration de Travaux :**

**Le Maître d'Ouvrage doit faire la DT (valable 3 mois) et la joindre au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT, comprenant des réseaux classés A, concernant les réseaux sensibles.**

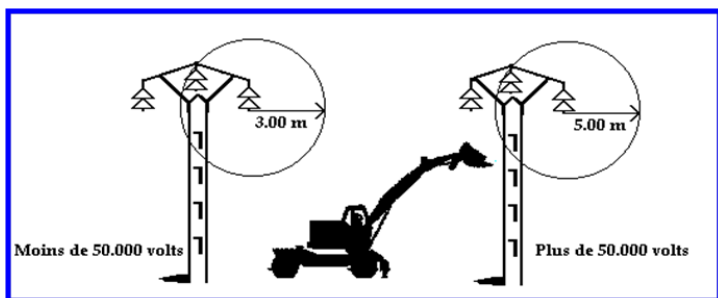
**Si les concessionnaires de réseaux sensibles (Electricité (ENEDIS, RTE), Gaz, (GRDF, GRT Gaz), Chimiques, Hydrocarbures, Chauffage et climatisation), que ce soit en aérien ou enterré, lui ont indiqué des réseaux classés en B ou C, alors le maître d'ouvrage devra faire engager des Investigations Complémentaires (IC obligatoire) en présence des concessionnaires concernés pour localiser précisément les réseaux (plan de récolement à faire par l'entreprise réalisant les réseaux).**

### **Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux :**

L'entrepreneur devra procéder, dans les formes et délais prescrits par la réglementation, à la déclaration d'intention de commencement de travaux auprès de chaque gestionnaire de réseaux concerné par les travaux suivant la DT.

### **Lignes aériennes nues sous tension :**

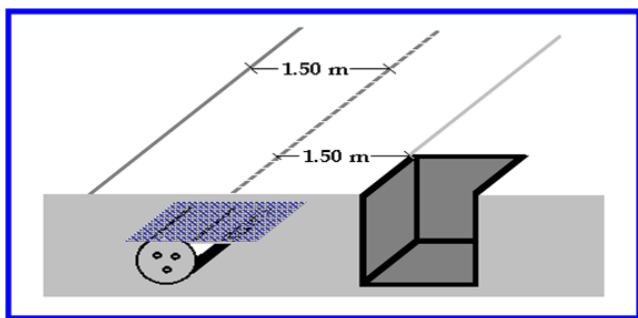
La distance réglementaire pour des travaux à proximité d'une ligne électrique aérienne : Moins de 50 000 Volts : 3 mètres / Plus de 50 000 Volts : 5 mètres.



### **Canalisations en réseaux enterrés :**

La distance réglementaire pour des travaux à proximité d'un réseau enterré :

- **Précautions suivant la classe du réseau (A, B ou C) et distance de 20 cm entre chaque réseau.**
- **Le périmètre de sécurité de la zone travaux est de 1,5 mètres.**



Lorsque les travaux de terrassements, de fouilles, de fossé, de forage, etc...doivent être effectués au voisinage de canalisations ou de réseaux souterrains, le parcours de ceux-ci doit être balisé de façon visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures...

**Le Maître d'Ouvrage doit faire réaliser un marquage piquetage avant le démarrage du chantier. Son exécution doit faire l'objet d'un PV et les entreprises d'exécution devront le constater sur la zone d'emprise.**

**L'entreprise doit désigner des personnes ayant l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) pour tous travaux impactant l'environnement d'un réseau..**

**Néanmoins, si des réseaux enterrés sont découverts en cours de travaux, il convient d'appliquer la procédure suivante :**

- Arrêter les travaux
- Conforter la zone si nécessaire et baliser celle-ci
- Informer le ou les concessionnaires, et suivre leurs instructions
- Informer le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur de sécurité

### **ENGINS DE GUERRE**

La découverte d'engins explosifs de guerre ne doit pas être exclue. L'entrepreneur devra en informer son personnel et attirer son attention sur les risques inhérents à ces engins qui pourraient être découverts notamment lors des travaux de terrassement, ou de pose de réseaux. En cas de découverte d'un engin suspect, il faut:

- Ne pas le toucher, ne jamais tenter de le démonter, de le frapper ou de le jeter au feu
- Suspendre immédiatement le travail et interdire toute approche de l'engin.
- Interdire toute circulation dans le voisinage et baliser la zone dangereuse.
- Avertir au plus vite la gendarmerie qui préviendra le service de déminage.
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.
- Avertir les entreprises qui interviennent dans les parties contiguës au périmètre de sécurité.
- Avertir le Maître d'œuvre, le Coordonnateur S.P.S. et le chargé de sécurité de l'entreprise quand il existe.

#### 2.3.4 GESTION DU COMPTE PRORATA (Dépenses d'entretien et consommations)

Sans objet

#### 2.3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les entreprises doivent prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour leur personnel et le personnel de leurs sous-traitants (voir chapitres 1.3.1 et 1.6).

Dans ce but, les entreprises concernées devront concevoir et réaliser des locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoire...) réservés à leur personnel ainsi qu'à l'ensemble des sous-traitants, conformément **à la réglementation**.

Les entreprises concernées doivent exclusivement utiliser les emplacements mis à leur disposition par le Maître d'Ouvrage dans les emprises du chantier et dans les zones délaissées.

**Pour toutes zones sur le domaine public, une demande de voirie sera nécessaire.**

Ces installations seront clôturées par les entreprises concernées et des panneaux chantier interdit au public seront positionnés.

Avant le démarrage des travaux, un plan des installations de chantier sera fourni, indiquant notamment la situation des locaux réservés au personnel, leur accès, les jours de travaux, leur alimentation en eau, électricité, assainissement, la situation des zones de dépôt, de stockages, des aires d'évolution des appareils de levage,.... Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité.

**Les rejets** des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur et seront soit évacuées dans le réseau existant au moyen d'un branchement réalisé par l'entrepreneur, soit traités sur place en fosse ou chimiquement. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants et dans l'environnement des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront interdits formellement.

**Les moyens d'évacuation des déchets**, poubelles, bennes à déchets seront mis à disposition en nombre suffisant. Ils seront évacués aussi souvent que nécessaire et de toutes les façons au moins une fois par semaine. La mise en place des bennes en tri sélectif et l'évacuation quotidienne des déchets et gravats sont à la charge des entreprises concernées.

- Le nettoyage des zones de travaux, chaque jour, est à la charge de chaque entreprise.
- Le nettoyage de la base vie est à la charge des entreprises concernées.

**Le stockage des produits liquides dits à risques** (Carburants, huiles, ...), seront stockés à l'intérieur d'un bassin de rétention pouvant recueillir au minimum le contenu d'une unité de conditionnement.

#### DÉFINITION MINIMALE DES INSTALLATIONS CLIMATIQUE:

- Bureaux (suivant nécessité)

**Mise en place d'une salle de réunion.** Les locaux devront être chauffés pendant la saison hivernale, climatisés pour le cas de chaleur excessive et seront munis de moyens de lutte contre un début d'incendie.

## **Mise à disposition de casques de chantier dans la salle de réunion.**

- Locaux du personnel (obligatoire)

**Installation de bungalows, comprenant des locaux sanitaires (WC, lavabos, douches) vestiaires (armoires, bancs, patères), réfectoire (tables, chaises, patères, chauffe-plats, réfrigérateur) →** L'ensemble doit être conforme, en qualité, en équipements comme en nombre, aux dispositions réglementaires et contractuelles.

Les abris climatiques devront être **chauffés** pendant la saison hivernale, **climatisés** pour le cas de chaleur excessive et seront munis de moyens de lutte contre un début d'incendie.

Principes :

- Ils sont calculés pour accueillir les personnels de toutes les entreprises.
- Ils sont pourvus d'une isolation thermique établie par référence aux exigences définies pour la zone climatique et chauffés en période hivernale.
- **La communication entre les vestiaires et les douches se fera par un couloir fermé.**
- Les accès aux vestiaires seront équipés d'équipements de nettoyage et les armoires individuelles de vestiaire comprendront deux compartiments distincts (vêtements de ville - vêtements de travail).

## **MOYENS DE COMMUNICATION**

La base vie du personnel devra disposer d'au moins une ligne téléphonique. Ceci, pour permettre notamment l'appel des secours extérieurs, pour le cas d'accident ou d'incendie ou de pollution.

**Un panneau d'affichage sera installé sur la zone d'installation de chantier, à la charge des entreprises concernées.**

## **DEPOSE MINUTE**

Le stationnement des véhicules des entreprises d'un PTAC maxi de 3.5 T se fera dans les emprises chantier (mise en place par les entreprises concernées).

La voie des pompiers doit rester libre de tout véhicule.

## **2.3.6 ACCÈS AU CHANTIER**

**Suivant le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, les employeurs du BTP doivent déclarer l'embauche de tout salarié quel que soit son contrat de travail (CDD, CDI, intérimaires, ouvriers d'entreprises étrangères en détachement). Le personnel doit être muni de cette carte pour accéder au chantier, et elle devra être présentée lors des contrôles de l'inspection du travail.**

Afin de répondre aux dispositions du PGCSPPS, les entreprises titulaires mettront en place une fiche d'accueil par salarié, sur lequel doit figurer :

- Nom de l'entreprise (pour les sous traitants, indiquer l'entreprise titulaire et pour les intérimaires l'entreprise d'intérim),
- Nom du salarié,
- Nom du chantier.

**La fiche d'accueil signée par l'intéressé et à disposition du Coordonnateur S.P.S., servira d'habilitation. Seules les personnes autorisées seront admises à pénétrer sur le chantier. → Voir aussi chapitre 2.8.1**

## **Entreprises et personnels autorisés :**

- **Les entreprises qui reconnaissent avoir pris connaissance du présent PGCSPPS applicable au chantier et avoir pris connaissance des consignes particulières du CSPPS lors de l'ICP qui leurs sont applicables.**
- **Les personnels qui reconnaissent avoir pris connaissance du PPSPS de leurs entreprises et du présent PGCSPPS.**

**Les entreprises Titulaires mettront en place une identification de leur personnel sur le chantier y compris pour leurs sous traitants et intérimaires.**

Les entreprises concernées mettront en place la signalisation réglementaire.



Les accès seront mentionnés dans le plan de circulation des entreprises concernées.

L'aménagement de ces accès est à la charge des entreprises concernées et sera soumis à l'acceptation du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

L'entretien de ces accès sera réalisé par les entreprises concernées.

**Les entreprises devront exclusivement emprunter ces itinéraires d'accès.**

L'ensemble des livraisons devra se faire sous le contrôle du responsable de l'entreprise (signalisation, manœuvres des véhicules).

### **2.3.7 MANUTENTIONS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS**

**Moyen de levage et de manutention :**

Les entreprises concernées mettent en commun les moyens de levage entre les différents intervenants du marché de travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'opération.

- Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une éventuelle interférence entre les engins de levage de différents marchés de travaux, l'entrepreneur communiquera au plus tôt au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité le plan où figurent les jours d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre.
- **Tout déplacement de charges suspendues en dehors des emprises du chantier sera strictement interdit.**

### **GRUES MOBILES**

L'implantation de la grue devra répondre au code du travail et notamment voir les articles R4323-20 à 57 du code du travail.

- Elles seront équipées d'un dispositif de contrôle d'état de charge.
- L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte-rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 1er mars 2004 (remplaçant celui du 9 juin 1993 depuis le 1er avril 2005) pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.
- En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et le registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.

### **2.3.8 STRUCTURE SECURITE AU SEIN DES ENTREPRISES**

L'entrepreneur devra désigner une personne responsable de la sécurité sur le chantier. Cette personne assurera les passations de consignes aux personnels, aux sous traitants et aux fournisseurs et veillera à leurs bonnes applications sur le chantier.

Interlocuteur du Coordonnateur Sécurité

Au sein de chaque entreprise ou groupement d'entreprises titulaires d'un marché, en respect des dispositions précédentes, l'entrepreneur ou le mandataire du groupement devra désigner une personne qualifiée qui aura notamment pour mission d'apporter au coordonnateur sécurité les éléments lui permettant de remplir sa mission sans intervenir fréquemment dans l'organisation de l'entreprise ou du groupement.

L'interlocuteur devra participer à l'inspection commune réalisée en début de chantier avec le coordonnateur sécurité et pourra éventuellement être le "moniteur d'accueil" de l'entreprise.

## **2.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISE PAR LE COORDONNATEUR**

### **2.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER**

**Règles de circulation à l'intérieur du chantier :**

- Le code de la route est toujours applicable.
- Aucun véhicule particulier n'est admis sur le chantier.
- **Les marches arrière ne sont pas autorisées. Exceptionnellement et en cas d'impossibilité de faire autrement, les semis remorques pourront entrer dans la zone chantier en marche arrière. Un guidage par une personne habilitée au sol est obligatoire.**
- Les manœuvres doivent se faire en toute sécurité : pas de personnel travaillant sur un poste différent dans le rayon d'action de l'engin manœuvrant.
- Le stationnement ne se fait pas derrière un engin de chantier.
- Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon et de caméras de recul.

### **Circulations horizontales :**

- La plateforme de circulation sera stabilisée par l'apport de concassé et tenue stable durant les périodes d'intempéries (pluie, neige, gel, dégel). Les circulations des véhicules devront être aménagées vis à vis des circulations des piétons.  
→ Les circulations seront balisées et entretenues par les entreprises concernées.

### **Circulations verticales :**

- Aucun poste de travail permanent à partir d'une échelle, ne sera autorisée (voir réglementation).
- L'utilisation d'échelles comme moyens d'accès n'est autorisée que ponctuellement et pour des hauteurs inférieures à 3 mètres, au-delà des escaliers ou tours d'accès seront mis en place par les entreprises concernées.
- Dans le cas d'emploi d'échelles celles-ci devront être obligatoirement solidement fixées en pied et attachées en tête. En cas d'impossibilité de fixation conforme l'emploi d'échelle est interdit.

## **2.4.2 SIGNALISATION**

Cette signalisation sera mise en place par les entreprises concernées, elle comprend :

- Une pré signalisation sur la voie publique de part et d'autre de chaque entrée au chantier. Cette signalisation sera réglementaire, et sera mise en place après accord du gestionnaire de la voirie publique concernée.
- Des panneaux « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire » et « sortie de camion » seront apposés.

## **PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Les frais afférents à la fourniture, la mise en place et l'entretien de la signalisation des accès au chantier, des pistes de chantier, des déviations provisoires définies au C.C.T.P. comme dans le présent PGC, et toutes les déviations d'itinéraires empruntant la voirie publique nécessaire à l'exécution des travaux seront à la charge des entrepreneurs et ce jusqu'à la fin du délai contractuel de leur marché, sauf dispositions expresses contraire dans les pièces écrites.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise titulaire désignera une personne qualifiée, chargée de la signalisation. Son nom sera porté à la connaissance du Maître D'Œuvre et du Coordonnateur S.P.S. Le chargé de signalisation pourra être contacté à tout moment de l'opération et aura pour mission de réaliser et de veiller à la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage de l'ensemble des signalisations mis en œuvre.

## **SIGNALISATION DU CHANTIER :**

En particulier l'entrepreneur devra signaler :

- Les fouilles laissées ouvertes, il devra maintenir les regards de visites fermés.
- Les entrées du chantier à partir de la voie publique en positionnant de part et d'autre de l'entrée sur la voie publique une pré signalisation de sortie d'engins et une signalisation de position au droit de l'entrée : panneau STOP en sortie.
- Tout point singulier du chantier présentant des risques.

## **Signalisation de la zone chantier :**

La limite du chantier sera matérialisée par une clôture provisoire si nécessaire.

Les travaux sur les axes routiers en circulation devront être balisés avec des K16 ou similaires longitudinalement, permettant l'accès des secours si nécessaire. Les points dangereux et zones d'installation de chantier seront clôturés avec des barrières grillagées de 2 mètres de haut ou similaires.

Signalisation aux intersections entre chantier et voiries publiques circulées :

Prévoir la mise en place de passerelle piétons sécurisées provisoires pour les traversées de tranchées.

La séparation entre le chantier et les voies de circulation des usagers des voies publiques devra être assurée par des glissières plastiques type K16, par exemple. Si une traversée des voies circulées doit être réalisée, l'entrepreneur mettra en place une signalisation de cette traversée sur la route circulée, et mettre en place des signaleurs pour gérer les passages des engins et véhicules.

Signalisation des accès au chantier et aux installations :

L'entrepreneur fermera les accès à son chantier et aux installations avec des barrières grillagées clavetées entre elles, sur lesquelles sera positionné un panneau « chantier interdit au public ».

Des panneaux « STOP » seront posés au droit de chaque accès donnant sur la voie publique.

Les portails d'accès de ces clôtures seront cadénassés.

Maintenance de la signalisation : L'entrepreneur devra assurer la maintenance de la signalisation mise en place 24 heures sur 24, y compris les jours fériés, les week-ends, les jours non travaillés. Pour cela il indiquera chaque semaine, au Maître d'œuvre, les coordonnées de la personne responsable de cette maintenance.

#### **SIGNALISATION DES POINTS SINGULIERS :**

Conformément aux dispositions réglementaires, l'entrepreneur devra mettre en œuvre une signalisation de sécurité sur tout lieu de travail où un risque ne pourra pas être évité ou prévenu par l'existence d'une protection collective ou par l'organisation du travail.

Cette signalisation doit permettre d'attirer, de manière rapide et intelligible, l'attention du personnel sur des objets et des situations susceptibles de provoquer des dangers.

#### **2.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE**

- Une zone de stockage devra être étudiée en période de préparation.
- Tout stockage de produits inflammables est formellement interdit.
- Toute cuve contenant des produits polluants (hydrocarbures, par exemple) sera installée dans un bac de rétention d'une capacité au moins égale à son volume.
- Les différentes zones de stockage de matériaux seront matérialisées sur le plan d'installation de chantier.
- Aucun stockage de matériaux présentant des risques particuliers (produits chimiques) ne sera autorisé à l'intérieur du chantier. En cas d'utilisation de ce type de produits, une procédure spécifique sera proposée par l'entrepreneur et soumise à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur.

#### **2.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES**

→ Voir décret du 01 septembre 2004 modifié par décret du 07 mars 2008

#### **PRINCIPES GENERAUX**

Les entreprises concernées devront mettre en place les protections collectives avant l'apparition du risque qu'il crée pour l'ensemble des lots de travaux.

Les Entreprises concernées doivent concevoir et mettre en œuvre les protections collectives :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
  1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
  2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet

3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.
- **Lorsqu'une entreprise de second œuvre enlève une protection collective afin de réaliser ses travaux, elle doit la remplacer par un autre système équivalent, et remettre la protection d'origine par la suite, si possibilité.**

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Le transfert des responsabilités quant à l'entretien et à l'enlèvement de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur sécurité.

### **PROTECTIONS SPÉCIFIQUES**

Sans objet

#### **2.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES**

- L'ensemble du personnel (y compris les chauffeurs) devra être équipé des protections individuelles réglementaires (casques, chaussures de sécurité, gilets de visualisation, gants...).
- **Le port du casque est obligatoire pour tout le personnel intervenant sur le site.**
- Pour chaque travail spécifique, les personnels exécutant ces travaux devront être équipés des protections individuelles adéquates correspondant à la tâche effectuée (lunettes, casques antibruit, ....).
- **L'entrepreneur devra s'assurer que les protections individuelles contre le bruit sont bien portées sur les postes de travail dépassant le niveau de décibels maximum imposé par la réglementation et à proximité.**
- **Pour mettre en place une protection collective ou pour réaliser une intervention ponctuelle de très courte durée, l'entrepreneur pourra utiliser une protection individuelle contre les chutes de type harnais avec stop chute.**

#### **2.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

Sans objet

#### **2.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS**

Les véhicules, engins, appareils électriques, échafaudages,... devront être en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur. Pour cela l'entreprise pourra transmettre au coordonnateur les copies des rapports techniques ou bien une attestation certifiant que les moyens utilisés sur chantier sont conformes.

**Pour information :**

Équipements de travail	Vérification générale
Grue mobile	6 mois
Appareils mus à bras : palans, TIRFOR, crics, vérins, treuils	12 mois
Engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage	6 mois
Monte Matériaux de chantier	6 mois
Nacelles élévatrices	6 mois
Échafaudage volant motorisé	6 mois
Échafaudage volant mu par force humaine	3 mois
Accessoires de levage : câbles, chaînes, palonniers, ...	12 mois
Équipements de protection individuelle contre les chutes	moins de 12 mois
Compresseurs mobiles	moins de 3 ans

L'entrepreneur est tenu d'appliquer les dispositions prévues par la recommandation R 372 du CTN-BTP établie le 15 Novembre 1995 relative à l'aptitude des conducteurs et aux conditions de délivrance d'une autorisation de conduite des engins automoteurs de chantier pour lesquels un permis de conduire n'est pas obligatoire.

Les dispositions de la recommandation R 372 susmentionnée s'appliquent aux conducteurs d'engins :

- De l'entrepreneur, y compris intérimaires
- Des cotraitants
- Des sous-traitants
- En prestation de location avec engin.

Tous les engins devront être équipés d'un dispositif de recul sonore (Klaxon de recul).

#### **2.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIE PROFESSIONNELLE**

##### **Fortes chaleurs :**

- Les intervenants évoluant en période de fortes chaleurs, devront avoir des vêtements couvrants pour limiter les effets d'insolations et de déshydratation.
- Des pauses régulières devront être organisées, avec un apport d'eau fraîche important, ainsi que la possibilité de prise de douche.
- Les travaux devront être limités en pénibilité, et les travaux à risques décalés à des heures moins contraignantes.
- L'entreprise peut mettre en place des brumisateurs, fontaines réfrigérées afin de réduire les gênes des fortes chaleurs en plus des abris climatiques décrit au chapitre 2.3.5.

##### **LE BRUIT**

Outre l'obligation faite à l'employeur d'identifier tous les travailleurs pour lesquels l'exposition sonore quotidienne **atteint ou dépasse** le niveau réglementaire ou pour lequel la pression acoustique de crête atteint ou dépasse le niveau réglementaire, celui-ci devra mettre à disposition des protecteurs individuels, former les salariés et les soumettre à une surveillance médicale spéciale.

**Au-dessus du niveau de décibels réglementaire** ou d'une pression acoustique de crête supérieure à au niveau réglementaire, il doit s'assurer du **port effectif** des protections, réaliser un programme de réduction du bruit ou de la durée d'exposition du bruit, mettre en place une **signalisation appropriée** et un balisage des zones de travail pour réduire l'influence du bruit sur les salariés des autres entreprises.

##### **PRODUITS TOXIQUES**

Pour tout poste de travail, nécessitant l'emploi de substances ou préparations pouvant présenter des risques pour la santé (solvant, décapant béton, huile décoffrage, silicate sodium, etc.). L'entrepreneur sera tenu au respect des dispositions réglementaires, notamment :

- Étiquetage réglementaire des récipients, y compris ceux utilisés après transvasement,
- Fourniture de la « fiche de données de sécurité » pour chaque substance ou préparation,
- Information du personnel sur les risques et sur les mesures de prévention à observer.

### **POUSSIÈRE ET GAZ NOCIFS**

**Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions afin de traiter à la source les émissions de poussières ou gaz nocifs lors des travaux.**

- **Toutes découpes et carottages doivent être effectués à l'eau.**
- **L'emploi de moteur thermique est à PROSCRIRE dans l'enceinte des bâtiments.**
- **Toute émanation de poussière doit être traitée à la source (aspiration, etc...)**  
→ Dans tous les cas le personnel doit avoir à disposition des masques FFP3 jetables au minimum
- **Les émanations nocives dues aux différentes colles, notamment PVC, devront être traitées → aspiration à la source, masque adapté, gestion de la coactivité, etc...)**

### **LES VIBRATIONS**

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses,...) l'entrepreneur devra :

- assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé
- réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par :
  - modification des modes opératoires
  - aménagement du temps de travail
  - utilisation d'un matériel approprié
  - équipement des engins de sièges à suspension

### **2.4.9 MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS**

- Il est nécessaire de limiter les interactions sur le chantier, la priorité doit être donnée à une définition de phasage des travaux permettant de limiter tout travail en superposition.
- Il est à noter toutefois que des décalages dus à des retards dans les travaux prévus peuvent engendrer des situations à risques.
- **Il appartient aux entrepreneurs d'informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en cas de décalage de planning entraînant des risques d'interaction (superposition des tâches notamment).**

## **2.5 SUJÉTIONS DECOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE**

**Risques exportés par l'exploitation du site auprès des travailleurs du chantier :**

**Article L.4531-3** - Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

**Article R.4532-14** - Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

- Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :
  1. Délimiter le chantier,
  2. Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir,
  3. Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs ainsi que les

véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs travailleurs,

- Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

## **2.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

### **2.6.1 CANTONNEMENTS**

Le **nettoyage des locaux communs et des équipements**, devra être assuré selon les modalités de chapitre 1.6.1 et réglementation, par les entreprises concernées.

Ces opérations d'entretien devront également comprendre l'évacuation des déchets et "ordures ménagères" recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.

**Les locaux seront munis de moyens de lutte contre un incendie.**

### **2.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER**

Les entreprises devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

Les bidons, cartons, films plastiques, gaines électriques, polystyrène, ferrailles et tout autre emballage seront évacués au fur et à mesure.

Le matériel sera correctement rangé et n'encombrera pas la zone de chantier.

Dans le cas où le chantier ne serait pas nettoyé régulièrement, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur se réservent le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de la ou des entreprises déficientes ou à la charge du compte prorata si les responsables ne peuvent être déterminés.

### **2.6.3 ÉVACUATION DES DÉCHETS**

Les entreprises concernées sont responsables de l'évacuation des gravats et des déchets de nettoyage et de la base vie. Elle devra prévoir le **tri sélectif** sur le chantier suivant la réglementation (Voir doc. « Déchets de chantier » sur le site Internet de la FFB).

Les entreprises concernées sont responsables du nettoyage des zones de travaux à chaque fin de postes du matin et de l'après midi et de l'évacuation de ses gravats et déchets vers les bennes à disposition.

Cependant, les entreprises concernées devront assurer une organisation pour le nettoyage, le tri, et la vérification du tri des bennes à la charge du compte prorata à chaque défaillance constatée par le MO, MOE ou CSPS.

**Les bordereaux d'élimination des déchets devront être transmis obligatoirement au Maître d'œuvre.**

Dans le cas où une entreprise serait défaillante, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur se réservent le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de la ou des entreprises déficientes ou à la charge du compte prorata si les responsables ne peuvent être déterminés.

### **2.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT**

Les entrepreneurs devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait qu'aucune salissure ne sera admise sur le site et les voies publiques empruntées (Boue, émulsion, matériaux, gravillons, peinture ...).

L'attention des entrepreneurs sera attirée sur le milieu naturel en général à protéger des pollutions (hydrocarbures, huiles, déchets, etc.)



- Aucun produit à risque ne devra être stocké sur le site.
- Prévoir des kits anti-pollution.

Les entreprises concernées créeront un pédiluve pour le nettoyage des toupies. Celui-ci devra obligatoirement être utilisé par les entreprises concernées. (Ex : trou dans le sol avec mise en place d'un récupérateur spécifique + clôture + zone de lavage avec déversement dans le récupérateur).

Les entreprises concernées devront également récupérer les eaux de nettoyage de leurs outils et travaux. A défaut, la toupie devra être nettoyée par le fournisseur à la centrale à béton.

## **2.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS**

### **2.7.1 MESURES DE PREMIERS SECOURS**

- L'entrepreneur devra assurer la présence permanente d'un sauveteur secouriste du travail pour vingt personnes ou par équipe indépendante.
- L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de recyclage.
- Toutes les dispositions nécessaires devront être prises par l'entrepreneur pour que chaque équipe indépendante ait à sa disposition, en permanence, une trousse de premiers soins, appropriée.
- La liste, tenue à jour, des sauveteurs secouristes en place sur le chantier, y compris les sous-traitants, devra être transmise sur simple demande. Elle indiquera la date des formations et des différents recyclages.

### **2.7.2 PROCÉDURE D'APPEL DES SECOURS**

- En cas d'accident, les secours seront prévenus par le **112 (tout accident/incident) ou le 18 (en cas d'accident sur la voie publique, d'incendie ou de tout autre sinistre) ou le 15 (en cas d'urgence médicale)**. Il est impératif de donner aux secours un point de rendez-vous qui pourra être l'entrée au chantier.
- La procédure d'appel des secours sera affichée dans les installations de chantier et dans les bureaux de chaque entreprise intervenante.

## **2.8 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS**

### **2.8.1 ACCUEIL DU PERSONNEL**

L'entrepreneur devra obligatoirement assurer **l'accueil et la formation de tout son personnel, y compris le personnel intérimaire**, amené à pénétrer sur le chantier. → Voir aussi chapitre 2.3.6

**Chaque salarié de l'entreprise ayant reçu cette information, signera une fiche d'accueil. Cette fiche permettra de vérifier l'habilitation du personnel à pénétrer sur le chantier.**  
**Ces fiches d'accueil seront à disposition du coordonnateur.**  
**Ces dispositions sont valables pour toutes les entreprises, qu'elles soient titulaires d'un marché, cotraitantes ou sous-traitantes.**

Si une entreprise utilise un **prestataire (une location avec chauffeur, du prêt de personnel, des intérimaires, un fournisseur)**, il sera considéré comme **partie intégrante du personnel de cette entreprise** et donc devra recevoir les consignes de sécurité et signer la fiche d'accueil.

### **2.8.2 DÉFINITION DES INTERVENANTS**

- Tout entrepreneur titulaire d'un marché ou d'un lot au titre de l'opération (y compris travailleur indépendant).
- Tout entreprise sous-traitante de l'entreprise ci-dessus (Toute entreprise titulaire doit



- déclarer ses sous-traitants).
- Un sous traitant est un intervenant;  
Présenté au CSPS lors de l'ICP de l'entreprise titulaire.  
Travaillant sur le chantier sous la responsabilité de l'encadrement de sa société.  
Généralisant des risques majeurs en coactivité selon l'évaluation faite par le CSPS.
- Les prestataires de l'entreprise (voir article 2.8.1) agiront sous la responsabilité de l'entreprise titulaire qui transmettra le PGCSPS, CR de l'ICP et décrira les tâches du prestataire dans son PPSPS. (Voir chapitre 2.8.3)
- **Tout autre intervenant (MOE, MO, BET, CT, OPC etc.) intervient sous sa propre responsabilité.**

#### **Entreprise titulaire ou Générale :**

Est désignée comme "Entreprise titulaire" l'entreprise qui obtient son contrat du Maître d'Ouvrage.

#### **Entreprise sous traitante :**

Est considéré comme "**Entreprise sous traitante**" l'entreprise qui obtient son contrat d'une entreprise ou société quelconque et non pas du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise Titulaire doit communiquer au Coordonnateur Sécurité les coordonnées, nature des prestations, etc. de cette entreprise sous traitante.

L'entreprise titulaire doit communiquer au sous traitant son PPSPS afin que celui-ci établisse le sien et doit programmer l'Inspection Commune Préalable avec le Coordonnateur Sécurité.

### **2.8.3 OBLIGATIONS DES INTERVENANTS**

#### **INSPECTION COMMUNE**

Sont soumises à l'obligation d'inspection commune toutes les entreprises intervenantes titulaires, cotraitantes, sous traitantes, ainsi que les travailleurs indépendants.

**Préalablement au démarrage des travaux et avant remise de son P.P.S.P.S, chaque entreprise (y compris les sous-traitants et les travailleurs indépendants) est tenue de prendre rendez-vous avec le coordonnateur sécurité pour une visite préalable du chantier, au moins une semaine avant démarrage des travaux.**

Lors de cette visite, le coordonnateur transmettra à l'entreprise les consignes à observer ou à transmettre, le plan des secours si nécessaire, les observations particulières de sécurité.

**L'entreprise est tenue de communiquer à ses sous-traitants, et travailleurs indépendants leur obligation d'inspection commune.**

#### **PPSPS**

Chaque entreprise doit rédiger un PPSPS. On entend par entreprise : les entreprises titulaires, les entreprises cotraitantes et sous-traitantes quelque soit leur taille, y compris les travailleurs indépendants.

Ce plan particulier de sécurité doit être remis au coordonnateur impérativement avant le démarrage des travaux et après avoir effectué la visite préalable.

L'entreprise doit communiquer à ses sous-traitants, à ses travailleurs indépendants son PPSPS et leur obligation de rédaction d'un P.P.S.P.S.

L'entreprise titulaire du lot ou du marché principal ou ayant des travaux à risques particuliers, dispose de 30 jours à compter du retour signé de son marché pour rédiger son PPSPS et le communiquer suite à l'inspection commune.

#### **OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**

- Le PGCSPS fait partie des pièces du marché.
- Réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur.
- Fourniture d'un PPSPS au Coordonnateur avant démarrage des travaux.
- Transmission du PGCSPS aux sous traitants.
- Transmission de son PPSPS aux sous traitants.
- Obligation de déclarer ses sous traitants au coordonnateur pour inspection commune avec le nouvel entrant.

L'entreprise titulaire du Gros-œuvre ou du marché principal ou celle exécutant des travaux à

risques particuliers, communiquera le PPSPS aux autres intervenants.

#### **OBLIGATION DES PRESTATAIRES DE SERVICE (voir chapitre 2.8.1)**

- Réalisation, avant toute intervention de l'accueil de ce prestataire par l'entreprise qui l'emploie et qui lui remet **les consignes générales de sécurité** établies pour l'opération.
- S'agissant d'un fournisseur occasionnel, l'accueil pourra être remplacé, à minima, par l'inclusion dans le bon de commande des consignes générales de sécurité, d'un plan **d'accès au chantier et lieu de livraison assorti de toutes consignes utiles liées** à la nature même de la livraison.
- La fiche d'accueil, signée des parties, sera établie et transmise, en copie sous 48 heures, au coordonnateur S.P.S.

#### **2.8.4 LE C.I.S.S.C.T**

Sans objet